



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 69 – 31 MARS 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**MAURICE : LE
GROUPE
FRANÇAIS
QUADRAN
RETENU POUR
UN PROJET DE
FERME SOLAIRE
DE TYPE IPP**

ADHESION DE
L'ETHIOPIE ET DU
SOUDAN A LA BANQUE
ASIATIQUE
D'INVESTISSEMENT
POUR LES
INFRASTRUCTURES

BENIN : EMISSION
REUSSIE DE BONS DU
TRESOR

NIGERIA : VISA A
L'ARRIVEE ET SOUS
48H POUR ATTIRER LES
INVESTISSEURS
ETRANGERS

BURKINA FASO : LA
BAFD SOUTIEN LA
FILIERE ANACARDE

COTE D'IVOIRE :
SECTEUR MINIER LE
PLUS ATTRACTIF EN
AFRIQUE D'APRES UNE
ENQUETE DE
L'INSTITUT FRASER

KENYA : LANCEMENT
DE M-AKIBA,
PREMIERE PLATEFORME
TELEPHONIQUE AU
MONDE POUR LA
SOUSCRIPTION DE
BONS DU TRESOR

MADAGASCAR :
ORANGE DEPLOIE SA
4G

CONGO-BRAZZAVILLE :
LE PAYS POURRAIT
DEVENIR LE PREMIER
PRODUCTEUR DE
POTASSE D'AFRIQUE



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

► **Indice de Développement Humain 2016 : stabilité des indicateurs pour la région**

Le rapport 2016 des Nations unies sur l'Indice de développement humain (IDH) est paru le 21 mars. Le classement des 188 pays est relativement stable pour le Ghana qui est 139^{ème} avec un IDH de 0,579 (gagne une place par rapport à 2015 et 1^{er} en Afrique de l'ouest), le Nigéria 152^{ème} pour un IDH de 0,527 (perd une place) et le Libéria 177^{ème} à 0,427 (stable). La Sierra Leone perd trois places avec un IDH de 0,420 au 179^{ème} rang. Ce classement est complété par celui de l'IDH ajusté en fonction des inégalités, pour lequel le Nigéria perd 10 places (0,328), le Ghana recule de 8 places (0,391) et la Sierra Leone de 3 places (0,262) ; seul le Libéria gagne une place (0,262).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

► **Niger et Burkina Faso : légère progression dans le classement de l'IDH, mais toujours en queue de classement**

Dans le rapport annuel 2016 publié par le PNUD, avec les données compilées en 2015, le Niger passe de la dernière à l'avant-dernière place (187^e) et le Burkina Faso progresse de 2 places au 185^{ème} rang dans le classement de l'Indice de Développement Humain (IDH). Au sein de l'UEMOA, ces deux pays arrivent ainsi en 8^{ème} et 7^{ème}, position derrière le Sénégal (162^{ème}), le Togo (166^{ème}), le Bénin (167^{ème}), la Côte d'Ivoire (171^{ème}), le Mali (175^{ème}), la Guinée Bissau (178^{ème}). Les premiers pays africains de ce classement sont les Seychelles (63^{ème} place), l'île Maurice (64^{ème}), l'Algérie (83^{ème}), la Tunisie (97^{ème}). Pour rappel, l'IDH regroupe trois dimensions fondamentales que sont l'espérance de vie, la scolarisation et le revenu national brut par habitant.

► **Adhésion de l'Ethiopie et du Soudan à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures**

Le conseil d'administration de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) a approuvé l'adhésion de l'Ethiopie et du Soudan. Douze autres pays ont été également intégrés, portant à 70 le nombre de membres de l'AIIB. A l'heure actuelle, seuls quatre pays africains ont été autorisés à rejoindre l'AIIB : l'Egypte, l'Afrique du Sud, le Soudan ainsi que l'Ethiopie. Pour rappel, l'AIIB a, depuis sa création en 2015, financé neuf projets dans sept pays, dont aucun africain à ce jour, pour un montant de 173 Mds USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

► **La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) révisé sa politique monétaire**

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la BEAC réuni à Yaoundé le 22 mars, a décidé de relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 50 points de base pour le porter à 2,95 %. La BEAC prévoit par ailleurs un taux de croissance dans la zone CEMAC à 1,6 % en 2017 contre 0,2 % en 2016. Selon Abbas Mahamat Tolli le gouverneur de la BEAC, « cette reprise de la croissance est en lien avec la remontée des cours du brut et la mise en œuvre des réformes actées dans le programme des réformes économiques et financières de la Cemac ». L'inflation selon les services de la BEAC se maintiendrait en dessous de la norme communautaire à 2,7 % en 2017 contre 1,1 % en 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

- ▼ **Afrique du Sud : à -3,3 % du PIB, le déficit courant est au plus bas depuis 2012 mais la structure de son financement continue d'être dominée par les investissements de portefeuille**

Au 4^{ème} trimestre 2017, le déficit courant a été de -1,7 % du PIB (au plus bas depuis le T2 2011) après -3,8 % au T3. La baisse du déficit résulte à la fois de l'amélioration de la balance commerciale (passant d'un déficit de -7 Mds ZAR au T3 à un excédent de 56 Mds ZAR au T4) et de celle des services, des revenus et des transferts (-17 % en g.a à -132 Mds). Sur l'année, après -4,4 % du PIB en 2014, le déficit courant s'est réduit à -3,3 % du PIB, un point bas depuis 2012, après -4,4 % en 2015.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

- ▼ **Mozambique : défaut de paiement de 119,2 M USD de la société Proindicus**

Depuis le 21 mars, la société publique de sécurité maritime Proindicus est en situation de défaut de paiement. Sa dette actuelle s'élève à 597,1 M USD pour un prêt de 622 M USD contracté en 2013. La société a remboursé de ses propres fonds une échéance de 24,9 M USD en 2016. Le ministère des finances mozambicain avait annoncé en janvier dernier son incapacité à honorer ses engagements, quelques jours avant de faire défaut sur les titres MOZAM 2023 (estimés à 850 M USD). Le gouvernement a approché les créanciers commerciaux pour négocier une restructuration de sa dette mais ces derniers devront attendre la publication attendue fin mars du rapport d'audit international engagé par la société d'audit américaine Kroll.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

- ▼ **Afrique australe : la Banque de développement d'Afrique australe (DBSA) obtient un prêt de 100 M USD de l'Agence française de développement (AFD)**

Ce prêt est destiné aux domaines de l'énergie, de l'eau, des transports et des NTIC en Afrique. La DBSA veut ainsi élargir l'accès au financement et catalyser les investissements dans ces domaines afin de mettre en œuvre des solutions de développement durable sur le continent.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

- ▼ **Nigéria : la Banque centrale (CBN) maintient sa politique monétaire inchangée**

Le comité de politique monétaire des 20 et 21 mars 2017 a décidé de maintenir : 1) le taux directeur à 14 % ; 2) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; 3) le ratio de liquidité à 30 % ; 4) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb. Pour rappel, la CBN maintient inchangée sa politique monétaire depuis juillet 2016. Ces décisions interviennent dans un contexte de contraction du PIB nigérian, de 1,51 % en g.a. en 2016, soit la première récession du pays en 25 ans. La veille du Comité, l'agence Standard & Poor's avait maintenu la note souveraine du Nigéria à B, avec une perspective stable et une projection de croissance économique à 1,5 % pour l'année 2017.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : retard annoncé pour le vote du budget

Le Parlement nigérien a récemment donné des signes laissant penser que le vote du budget 2017 serait retardé. Le vice-Président du Sénat, Ike Ekweremadu, a listé le 14 mars les sous-comités n'ayant pas encore défendu leur proposition de budget, au nombre de 44 dont la Défense, les Affaires étrangères et les Finances. Parallèlement, le Sénat a approuvé mercredi 22 mars l'émission d'un Eurobond additionnel de 500 M USD, sollicitée par le gouvernement. Pour rappel, un Eurobond de 1 Md USD a été émis le 16 février dernier. Le Président Buhari a par ailleurs demandé le versement de la seconde tranche des remboursements du Club de Paris aux Etats fédérés, afin qu'ils puissent payer les arriérés de salaires de leurs agents.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : ralentissement de l'inflation en février

En février 2017, l'inflation s'établit à 13,2 % en g.a. contre 13,3 % en janvier, soit le plus faible taux enregistré depuis décembre 2013. Ce léger recul s'explique par une baisse des pressions sur les prix des biens non-alimentaires (16,6 % en janvier à 16,4 % en février). Les prix des biens alimentaires ont progressé de 0,1 point en février, s'établissant à 7,1 % en g.a. contre 7 % en janvier. Ce chiffre confirme la tendance baissière observée depuis la fin d'année 2016, résultat de la politique monétaire de la Banque centrale. Pour rappel, le comité de politique monétaire de janvier 2017 avait maintenu le taux directeur à 25,5 % malgré le ralentissement de la dépréciation du cedi (-9,6 % sur l'ensemble de l'année 2016 contre -15,7 % en 2015).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : émission réussie de bons du trésor

L'Etat du Bénin a sollicité ce 22 mars, 25 Mds FCFA (environ 38 M EUR) auprès du marché des titres de l'Union monétaire ouest-africaine. Les adjudications concernent deux types de maturités de bons du trésor, à 3 et 6 mois. 42,3 Mds FCFA ont été proposés (14,9 Mds à 3 mois, 27,5 Mds à 6 mois), et 27,5 Mds FCFA retenus. Le Bénin a ainsi couvert son émission à hauteur de 110 %, notamment grâce à des soumissions du Burkina Faso, qui représentaient 23,9 Mds FCFA des montants proposés, et 16,5 Mds des montants retenus.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : 157^{ème} rang sur 188 pays dans le classement IDH du PNUD

Selon le rapport 2016 du PNUD sur l'Indice de développement humain (IDH), la Mauritanie occupe le 157^{ème} rang au niveau mondial (sur 188 pays). L'IDH est un indice composite multidimensionnel prenant notamment en compte, l'espérance de vie, la santé et le niveau de vie. La Mauritanie reste donc classée en pays à faible IDH.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : nouveaux emprunts de l'Ouganda auprès de la Chine

L'Ouganda a annoncé avoir sollicité un prêt de 500 M USD, auprès de l'Exim Bank chinoise, pour la construction d'environ 600 kilomètres de routes réparties dans l'ouest du pays. Cette annonce intervient alors que le gouvernement est déjà critiqué sur le coût des emprunts contractés auprès de la Chine notamment. Ces derniers représentent 19 % de la dette externe. Selon les experts, la construction de ces infrastructures est toutefois stratégique pour l'Ouganda dans le cadre de la future exploitation des réserves pétrolières du lac Albert, estimées à 6,5 milliards de barils. D'après les prévisions de la Banque centrale ougandaise, la dette du pays devrait atteindre 9,8 Mds USD en juin 2017 (soit près de 40 % du PIB).

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : hausse des exportations de café**

Au cours du mois de février, les exportations de café ont atteint 23 873 tonnes, soit un volume en hausse de 46 % sur un an (16 316 tonnes) selon l'Autorité ougandaise de développement du café (UCDA), organe de régulation du secteur. Cette progression des exportations de café est liée aux rendements en hausse des jeunes cafiers qui entrent en production. Si ces rendements se confirment, la production devrait s'élever à 222 Mt sur l'année. L'Ouganda, qui produit de l'arabica et du robusta, reste le second plus grand producteur de café en Afrique, juste derrière l'Ethiopie.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **São-Tomé-et-Principe : le FMI veut éviter un surendettement**

A la suite d'une réunion entre le Premier Ministre Patrice Trovoada et le représentant du FMI pour l'Afrique, David Owen, le FMI a mentionné ne pas souhaiter soutenir les grands projets de modernisation des infrastructures entamés par le gouvernement santoméen, que sont la modernisation de l'aéroport international de São Tomé et la construction du port en eaux profondes de Fernão Dias. David Owen a fait état des inquiétudes du Fonds face à la dette croissante de l'Etat santoméen, rappelant que 300 M USD de dette ont récemment été annulés. Le FMI conseille de trouver des solutions alternatives de financement car l'Etat santoméen aurait atteint sa capacité maximale d'endettement externe.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Guinée : une loi sur les Partenariats Public-Privé en cours de préparation

L'annonce a été faite par le ministère du Budget à l'occasion d'un atelier portant sur la présentation des outils d'opérationnalisation du dispositif institutionnel et du renforcement des capacités nationales de gestion des Partenariats Public-Privé (PPP) qui s'est tenu à Conakry du 8 au 10 mars dernier. Cette loi poserait un véritable premier cadre normatif, jusqu'ici limité à la loi L/97/012 du 1er juin 1998 *autorisant le financement, la construction, l'exploitation, l'entretien et le transfert d'infrastructures de développement par le secteur privé*, dite loi « BOT » (*Build-Operate-Transfer*). Rappelons en effet que la Guinée n'étant pas membre de l'UEMOA, les directives de cette dernière ne s'y appliquent pas.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Nigéria : visa à l'arrivée et sous 48h pour attirer les investisseurs étrangers

Le Service d'immigration du Nigéria (NIS) a annoncé jeudi 23 mars l'introduction d'un nouveau visa, particulièrement destiné aux investisseurs étrangers : il permettrait de s'enregistrer en ligne et serait délivré sous 48 heures, directement à l'arrivée. Ce nouveau service sera effectif au sein de tous les aéroports internationaux du pays selon le NIS. Le contrôleur général du NIS, Muhammad Babandede, a déclaré que cette mesure s'inscrit dans le Plan élaboré par le gouvernement pour renforcer la facilité de faire des affaires au Nigéria et attirer les investisseurs étrangers.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : mission du Millenium Challenge Corporation

Une mission du Millenium Challenge Corporation (MCC) était en visite à Lomé, dans le cadre de l'accès du Togo au programme Seuil. Ont été abordés la problématique foncière dans l'agriculture, ainsi que les questions de développement des TIC qui souffrent d'un manque de concurrence, de l'absence de réglementations efficaces et d'un accès limité aux différents services. Le gouvernement se serait engagé « à ouvrir le secteur aux opérateurs privés, à renforcer la régulation et à élargir l'accès à un service universel ». Une feuille de route devant être préparée pour répondre aux interrogations du MCC.

✉ Florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : nouvelle politique d'exportation d'or

La Banque centrale a annoncé l'entrée en vigueur d'un règlement permettant aux sociétés aurifères de vendre librement 60 % de leur production et au secteur privé d'exporter librement la moitié de l'or acheté à des producteurs artisanaux. Le reste est vendu et exporté par la Banque centrale. Celle-ci laisse également aux exportateurs d'or la libre utilisation de leurs devises. Le Soudan espère ainsi augmenter ses exportations aurifères, première source de devises du pays, en freinant l'exportation illégale d'or, importante : en 2016, alors que la production totale du pays fut de 90 tonnes, 28 seulement ont été exportées via les canaux légaux.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Ouverture de la 1e conférence Euromoney sur les PPP

La 1ère conférence Euromoney axée sur les Partenariats public-privé (PPP) autour du thème « Côte d'Ivoire 2020 : créer une dynamique en soutenant la croissance », s'est ouverte à Abidjan le 28 mars dernier en présence du Vice-président, Daniel Kablan Duncan, et du ministre de l'Économie et des Finances, Adama Koné. Fin 2015, le gouvernement s'était engagé pour 2016-2020 sur un portefeuille de 94 projets financés en PPP pour un montant total de 25 milliards USD. Rappelons que le cadre juridique ivoirien des PPP est constitué de deux textes, la loi de 2012 sur les contrats de partenariat public-privé, et le code des marchés publics de 2009 qui encadre les délégations de service public en application de la directive UEMOA de 2005.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Cameroun : publication du décret fixant les modalités d'authentification des statuts de SARL établis sous seing privé

Le décret 2017/0877 du 28 février 2017 a été pris en application de la loi 2016/014 visant à favoriser la création d'entreprise notamment par l'abaissement à 100.000 francs CFA du montant minimum du capital. Ce décret précise les modalités d'authentification des statuts établis sous seing privé qui seront ainsi authentifiés par le chef du centre de formalité de création d'entreprises dans un délai de 24 heures à compter du dépôt de la demande. Le décret rappelle par ailleurs que seules les SARL unipersonnelles ou celles dont le capital social est inférieur à un million de francs CFA sont concernées par l'exception à l'obligation d'élaborer des statuts sous la forme notariée.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ Gabon : présentation du nouveau code de la protection sociale

Le 23 mars dernier, le ministre du Développement social et familial Paul Biyoghe M'ba a présenté le nouveau code de protection sociale gabonais à Libreville. Le ministre a dévoilé les grandes lignes de la nouvelle législation en présence d'organisations syndicales, partenaires au développement et journalistes. Parmi les nouveautés, la création d'une assurance chômage et d'un régime des travailleurs mobiles et indépendants. L'ancien code de protection sociale datait de 1975.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : les investissements directs étrangers ont diminué de 11 % en 2016

D'après le GIPC (*Ghana Investment Promotion Center*), les investissements directs étrangers (IDE) au Ghana ont diminué de 11 % en g.a., à 2,4 Mds USD en 2016 contre 2,7 Mds USD en 2015. Le nombre de projets d'investissements enregistrés par le GIPC a néanmoins progressé (180 projets en 2016 contre 170 en 2015). Sur les cinq dernières années, les IDE au Ghana se sont établis entre 2,5 Mds USD et 3 Mds USD annuels. Le GIPC table sur une très nette progression des flux d'IDE en 2017 à 5 Mds USD, portée notamment par la révision en cours de l'Investment Act.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Libéria obtient 42 M USD pour le développement de son secteur énergétique

Le ministre des Finances et du développement libérien, Boima Kamara, a approuvé mercredi 15 mars un financement de 42,48 M USD destiné au secteur énergétique. Le Libéria enregistre l'un des taux d'électrification les plus bas au monde, avec moins de 2 % de la population ayant accès à l'électricité à l'échelle du pays et un accès quasi inexistant en zone rurale. L'objectif fixé par le LEEAP est d'atteindre les 35 % en zone rurale d'ici 2020, et 70 % à Monrovia la capitale.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : financement de 29 M USD de la Chine

Ce financement est destiné à plusieurs projets dans le domaine de la santé, notamment la lutte contre les maladies contagieuses et équatoriales et la réhabilitation d'hôpital de l'amitié (Nouakchott). La Chine apporte également un appui à l'augmentation de la capacité du port Autonome de Nouakchott (construction d'une barrière protégeant le port contre les impacts environnementaux et le dégagement de la houle ainsi que l'évacuation des déchets des navires du quai). Pour mémoire, le volume des échanges entre la Mauritanie et la Chine a atteint 6,1 Mds USD en 2016.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : nouveaux projets d'infrastructures routières ratifiés sur financement de la BID, la BADEA et le FKDEA

Le gouvernement du Niger vient d'autoriser la ratification de plusieurs conventions et accords de prêt totalisant 40,9 milliards FCFA (62,3 M EUR) et visant le développement d'infrastructures routières à travers le pays. Les conventions concernent deux accords de financement avec la Banque islamique de Développement (BID) pour le projet de construction de la route de contournement du barrage de Kandadji à hauteur de 28,2 M EUR, un accord de financement avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour la construction de la route Filingué-Tahoua à hauteur de 18,4 M EUR, et enfin un accord de financement avec le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA) également pour le projet de construction de la route Filingué-Tahoua à hauteur de 15,5 M EUR.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Ethiopie : démarrage des travaux d'expansion du port sec de Dire Dawa**

La société chinoise China Civil Engineering Corporation (CCEC) a démarré les travaux d'extension du port sec de Dire Dawa (à l'Est d'Addis-Abeba). Ce projet de 60,5 M EUR (1,5 Mds ETB) s'inscrit en complément du chemin de fer Ethio—Djiboutien. Il comprendra la construction d'un terminal, d'un entrepôt, d'un bâtiment de 3 étages comprenant des bureaux, ainsi que de lignes ferroviaires, sur une surface totale de 35 hectares. Une fois le projet terminé, la capacité du port de Dire Dawa sera de 10 000 conteneurs, soit huit fois sa capacité actuelle. Pour rappel, l'Ethiopie compte actuellement huit ports sec, le plus important étant celui de Modjo par lequel transite 78 % des marchandises en provenance et à destination d'Ethiopie.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Comores : inauguration d'une nouvelle station de pompage à Mdé**

Le vice-président en charge de l'énergie, Djaffar Ahamada Said, a procédé samedi 25 mars 2017 à l'inauguration d'une nouvelle station de pompage d'eau à Mdé. D'une capacité de pompage de 120 m³/h, cette station devrait permettre d'augmenter la production journalière actuelle de 20 à 25 %. Cette inauguration intervient dans le cadre du plan d'urgence 2017, qui vise à offrir une distribution en eau potable régulière et permanente dans la capitale et ses environs. L'installation, d'une valeur de 100 000 EUR, a été financée par le PNUD et la Chine. La cérémonie a été l'occasion pour la Chine de renouveler sa volonté de soutenir les Comores dans la réhabilitation des routes et la construction d'un port en eau profonde.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Maurice : le groupe français Quadran retenu pour un projet de ferme solaire de type IPP**

L'entreprise française Quadran, spécialisée dans le secteur des énergies renouvelables, a été retenue par la société publique d'électricité - *Central Electricity Board* (CEB)- pour l'installation d'une ferme solaire de 9 MW dans le cadre d'un contrat de fourniture d'électricité sur 20 ans (type IPP / *Independent Power Producer*). Pour la mise œuvre de ce projet, Quadran a créé une société d'investissement avec le groupe sucrier mauricien *Alteo*. L'infrastructure photovoltaïque sera installée à Anahita, à l'est de l'île. De son côté, le CEB a indiqué son intention de construire sa propre ferme solaire à Henrietta : la capacité de cette installation serait de 2 MW.

✉ jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : prêt de 49,3 M USD du Koweït pour un projet routier**

Le gouvernement du Koweït, via le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, a accordé un prêt concessionnel de 49,3 M USD pour financer le projet routier du corridor central Nyahua-Chanya, long de 84 kilomètres. Le ministre des Finances et de la Planification tanzanien, P. Mpango, a souligné l'importance de ce projet qui contribuera à une meilleure intégration régionale de la Tanzanie. Ce projet relève des engagements pris par le Koweït lors du 3^{ème} Sommet Afrique-Arabe en 2013 dans le cadre du nouveau partenariat stratégique conclu avec l'Afrique.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Madagascar : financement japonais pour l'extension du port de Tamatave**

Le premier vice-président de la JICA a signé en présence du ministre malgache des Finances et du Budget un accord de prêt de 411 MUSD destiné à financer les travaux d'extension du port de Tamatave. Ce prêt, remboursable sur 40 ans, est assorti d'une période de grâce de 10 ans et d'un taux d'intérêt annuel de 0,01%. Les travaux, d'un montant total de 638 MUSD, seront également financés par l'Etat malgache à hauteur de 171 MUSD et sur fonds propres de l'Autorité Portuaire de Tamatave pour 56 MUSD. S'étalant sur 7 ans, ils portent sur l'extension du brise lame, la construction d'un quatrième quai de conteneurs, le dragage le long des quais de marchandises en vrac, l'expansion du parc à conteneurs ainsi que des services de consultation.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : l'AFD et la BEI financent l'accès à l'eau potable à hauteur de 85 Mds FCFA**

A la faveur d'un prêt de 59 Mds FCFA de l'Agence française de développement (AFD) et de 26 Mds de FCFA de la Banque européenne d'investissement (BEI), le gouvernement camerounais a engagé des travaux d'extension du réseau de l'eau à Yaoundé et dans trois villes secondaires du pays (Bertoua, Edéa et Ngaoundéré). Seulement 26 % des habitants en zone urbaine ont accès à une source d'eau potable dans leur domicile ou leur cour commune.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : un pool bancaire conduit par Ecobank Cameroun pour financer le plan de relance de la Camair Co**

Le pool bancaire lèvera 30 Mds FCFA, après les 25 Mds FCFA mobilisés l'année dernière, grâce à une opération similaire. Le plan de relance de la Camair Co, la compagnie aérienne nationale, proposé par Boeing, s'étalerait sur une durée de 7 ans. Il prévoit en autres mesures, la mise sur pied dès la première année d'une division cargo grâce à l'entrée dans la flotte d'un avion-cargo de type Boeing 737-400F. Mais aussi, l'acquisition toujours la première année de deux avions de type 737-700 et la densification du réseau domestique. La compagnie envisage participer au financement de la relance grâce à la suppression des dessertes non rentables et à la réduction de la masse salariale de 21 %.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo Brazzaville : adoption d'un projet de loi organique relative aux lois de finances**

Un nouveau projet de loi organique relative aux lois de finances a été adopté en Conseil des ministres du 22 mars. Il instaure la tenue obligatoire d'un débat parlementaire d'orientation budgétaire. Pour ce faire, le gouvernement est désormais tenu de transmettre au Parlement pour consultation - au plus tard le 30 mai de l'année considérée - un rapport sur la situation macroéconomique du pays ainsi qu'un rapport sur l'exécution du budget de l'exercice en cours. Le Parlement devra ainsi organiser un débat d'orientation budgétaire en séance publique, avant le 1er juillet de chaque année. Ce projet de loi corrige les insuffisances constatées dans la loi organique relative au régime financier de l'État promulguée le 3 septembre 2012.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville: le chinois West Africa Group entend investir 100 Mds FCFA**

Le groupe chinois West Africa Group souhaite apporter un financement de 100 Mds FCFA (152,4 M EUR) au Fonds national de développement économique et social de la République du Congo. Ce nouvel investissement qui devrait se faire sous forme d'un partenariat public-privé (PPP) concerne les secteurs de l'agriculture, du transport fluvial et de l'exploitation industrielle. Ce Fonds national, dont le projet de loi n'aurait pas encore été promulgué, viendrait en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : le gouvernement publie un projet de loi visant à interdire aux investisseurs étrangers l'accès à la propriété foncière agricole

Les non-résidents seront seulement autorisés à prendre des baux à long terme sur les propriétés ou à laisser la détention majoritaire à un sud-africain noir. Le projet est ouvert aux commentaires du public jusqu'au 17 avril.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : aides gouvernementales pour développer le secteur agricole

Le gouvernement sud-africain souhaite stimuler le secteur agricole en relançant la production après deux périodes de sécheresse. Le ministre Zokwana a déclaré que les petits producteurs étaient les plus touchés. Ainsi les aides gouvernementales à hauteur de ZAR 212M (15 M EUR) leur seront principalement destinées. La priorité des investissements concerne les infrastructures en eau et l'alimentation animale. D'autre part, les organismes de crédits et de développement distribueront ZAR 500M (36M EUR) sous forme de prêts pour encourager la production agricole. En parallèle, le gouvernement continue sa réforme de transformation rurale et agricole, dont le but est de mieux intégrer l'agriculture rurale dans l'économie.

✉ alexandre.lasserre@businessfrance.fr

▼ Burkina Faso : la BAfD soutient la filière anacarde

La ministre en charge de l'Economie, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori, et la représentante-résidente de la Banque Africaine de Développement (BAfD) au Burkina Faso ont signé un accord de prêt de plus de 2 milliards FCFA (3 M EUR) et de don de 838 millions FCFA (1,3 M EUR) au profit de la culture et de la transformation de l'anacarde (noix de cajou). Le Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le Bassin de la Comoé pour la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière (PADA/REDD+), qui s'inscrit dans le 3^{ème} volet du PNDES, devrait améliorer la productivité et la production d'anacardes, augmenter les revenus tirés des plantations et créer des « emplois verts ».

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : le chinois Sinopec acquiert 75 % des actifs sud-africains de l'américain Chevron

Sinopec, plus grand raffineur d'Asie, versera près d'1 Md USD dans cette opération. L'accord concerne une raffinerie, une usine de lubrifiants, 820 stations-service (marque Caltex) ainsi que 220 magasins de proximité à travers l'Afrique du Sud et le Botswana. Les 25 % des actifs restant continueront à être détenus par un groupe d'actionnaires locaux, conformément à la réglementation sud-africaine.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : l'Agence française de développement (AFD) signe une facilité de prêts multi-tranches de 400 M EUR avec Eskom

Ce financement, alloué sur une période de trois ans, doit permettre au fournisseur national d'électricité Eskom d'investir dans l'extension de son réseau électrique tout en diversifiant ses structures de financement. Cet accord constitue la première facilité multi-tranches approuvée par l'AFD sur le continent africain.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : Eskom signe un contrat de vente d'électricité avec NamPower

Le fournisseur national d'électricité sud-africain Eskom et l'entreprise nationale de distribution d'électricité de la Namibie NamPower se sont mis d'accord pour un contrat de fourniture d'électricité de cinq ans. La signature a eu lieu à l'occasion de la 42^{ème} réunion du comité exécutif du Pôle énergétique d'Afrique australe (SAPP) à Maseru, au Lesotho. Eskom, en situation de capacité énergétique excédentaire selon son PDG par intérim, a par ailleurs l'intention de conclure des accords avec d'autres membres du SAPP, y compris le Lesotho et le Swaziland, avant la fin du mois.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : découverte de graphite de haute qualité

La compagnie minière australienne Mustang Ressources a découvert, au cours d'une campagne de forage, du graphite de haute qualité dans sa concession de Caula. Avec une teneur moyenne de 15,9 % de TCG et des pics de concentration atteignant 23,6 % à 12m de profondeur, la compagnie se dit rassurée quant à la viabilité financière de l'exploitation. Cela lui assure en effet des coûts d'exploitation assez faibles, ainsi qu'une plus forte résilience à la volatilité des prix. Enfin, ces résultats vont permettre à la compagnie d'estimer les ressources minérales présentes dans le terrain en conformité au code australien JORC.

📧 eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ Sierra Leone : découverte d'un diamant de plus de 700 carats

Un diamant de 706 carats, soit plus de 141 grammes, a été trouvé dans la province de Kono dans l'est du pays. Le diamant, placé à la Banque centrale en attendant son estimation monétaire – qui selon Paul Zimnisky, expert du secteur basé aux Etats-Unis, pourrait être classé parmi les 10 à 15 plus gros diamants jamais trouvés – sera commercialisé selon un processus transparent, a affirmé le Président Ernest Bai Koroma. Pour information, la production de diamants a débuté il y a plus de 20 ans en Sierra Leone. En 2015, la production de diamants s'est établie à 500 000 carats, pour un montant de plus de 154 M USD.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : augmentation du prix des carburants sur décision du gouvernement

Le gouvernement du Libéria a annoncé une augmentation du prix de l'essence et du diesel. La circulaire indique le prix de détail à la pompe pour un gallon d'essence a augmenté de 3,16 USD (soit 325 LRD) à 3,26 USD, tandis que le prix du diesel a augmenté de 3,13 USD par gallon à 3,26 USD. Pour rappel, la dernière augmentation du prix de l'essence avait été décidée le 17 janvier dernier (+15 cents) tandis que le prix du diesel était resté stable. L'inflation s'est établie à 8,8 % en 2016 contre 7,7 % l'année précédente. Fin décembre, le dollar libérien s'est déprécié de 15,8 % en glissement annuel passant de 88,5 LRD/USD à 102,5 LRD/USD.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un secteur pétrolier et gazier dynamique

Le secteur gazier et pétrolier ivoirien continue d'afficher une bonne dynamique avec les investissements annoncés de deux compagnies majeurs notamment, le groupe Total et le groupe italien ENI (Ente Nazionale Idrocarburi). Total prévoit le démarrage de l'exploration d'un forage à partir du mois de juillet 2017. Concernant ENI, elle a signé, avec le Gouvernement ivoirien, un accord portant sur l'exploration et l'exploitation en partage de production de deux blocs pétroliers aux larges d'Abidjan et de Jacqueville (60 km à l'ouest d'Abidjan). Concernant ce dernier accord, la Côte d'Ivoire percevra 4 MUSD au titre du bonus à la signature. ENI aura 90 % des parts de la production et l'Etat de Côte d'Ivoire, représenté par Petroci, les 10 % restants.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : secteur minier le plus attractif en Afrique d'après une enquête de l'Institut Fraser

Selon les résultats de l'enquête annuelle de l'Institut Fraser (think tank canadien) sur les entreprises minières pour l'année 2016, le continent africain continue d'afficher de bonnes perspectives aux yeux des investisseurs. Les trois pays africains les plus attractifs sont la Côte d'Ivoire (17^{ème} à l'échelle mondiale), le Botswana (19^{ème}) et le Ghana (22^{ème}). L'enquête a été réalisée auprès de 350 acteurs et a permis de classer 104 territoires, d'après une combinaison de facteurs incluant les politiques favorables et les formations géologiques propices à la présence de minéraux et métaux.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : appui de l'ADEME au secteur des énergies renouvelables, avec le soutien de l'AFD**

Le ministère de l'Energie et des Utilités publiques (MEPU) de Maurice et l'ADEME (Agence de l'Environnement & de la Maîtrise de l'Energie) ont signé, le 23 mars 2017, à la Réunion, un accord de Partenariat régional sur l'intégration renforcée des énergies renouvelables dans le réseau insulaire de Maurice, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 100 000 EUR dans le cadre d'un financement FEXTE. Ce projet impliquera, à horizon mi-2018, l'organisation d'activités conjointes sur des sujets à forts enjeux comme la bioélectricité et la régulation en milieu insulaire.

✉ discourm@afd.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le pays pourrait devenir le premier producteur de potasse d'Afrique**

Le gouvernement congolais a délivré le 22 mars à la société Sintoukola SA, filiale de la société australienne Elemental Minerals un permis complémentaire d'exploitation du site de « Dougou » dans le département du Kouilou (permis de recherche octroyé en 2009 sur les sels de potasse et sels connexes et premier permis d'exploitation en 2013). Un investissement de 4 M USD sur 20 ans est prévu pour un volume de production estimé à 6 % du marché mondial. Les études seront réalisées par un consortium composé des entreprises françaises Technip, Vinci, Egis et Louis Dreyfus Armateurs, dont les équipes seront mobilisables dès le second semestre 2017.

✉ catherine.dumarche@dtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Mozambique : les investissements dans le secteur touristique ont chuté de 44 % en 2016**

Avec un montant total de 107,8 M USD en 2016, les investissements dans le tourisme au Mozambique ont connu une baisse de 44,1 % par rapport à ceux de l'année 2015. Au total 1,71 millions de touristes ont visité le pays en 2016, un chiffre en hausse de 5 % comparé à 2015. L'Allemagne, le Royaume Uni, le Portugal, les EAU, le Pays-Bas, la France, l'Inde, le Pakistan, la Chine et le Brésil représentent 80 % du flux touristique.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : fin de la coentreprise de distribution joillère De Beers/LVMH**

Le sud-africain De Beers a racheté les parts de LVMH dans De Beers Diamond Jewellers. Il assure donc son contrôle sur la distribution de joaillerie. De Beers, n°1 mondial du diamant, possède 32 boutiques dans 17 pays (flagship à Londres, Paris et New-York). Grâce à cette transaction d'un montant inconnu, le groupe vise à proposer une offre de diamants plus différenciée en concordance avec le développement rapide de leur marque de diamants Forevermark.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ Nigéria : la compagnie Aero Contractors licencie deux tiers de ses effectifs

La deuxième compagnie aérienne du Nigéria Aero Contractors a licencié un millier de personnes, soit les deux tiers de ses effectifs. Les pénuries de devises dans le pays handicapent lourdement les compagnies aériennes qui ne peuvent plus payer leurs fournisseurs étrangers. First Nation Airways, une autre compagnie, a suspendu ses opérations en raison du manque d'équipage et d'entretien de ses appareils, pour la seconde fois en l'espace de six mois. La première compagnie aérienne nigériane Arik Air, qui tout comme Aero Contractors a été reprise par la Société publique de gestion d'actifs du Nigéria AMCON en février, est toujours en proie à de graves difficultés financières.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : le FADES fait un prêt de 43,7 M USD dans l'eau et l'électricité

Le Président du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et le ministre mauritanien de l'Economie et des Finances ont signé une convention de financement de 43,7 M USD portant sur l'alimentation en eau potable des villes d'Aioun et de Djigueni (Est du pays) et l'interconnexion électrique de l'axe Nouakchott-Akjoujt-Atar-Zouerate qui abrite plusieurs sites miniers.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : lancement de M-Akiba, première plateforme téléphonique au monde pour la souscription de bons du Trésor

Le gouvernement kényan a émis des bons du Trésor sur une application mobile, appelée M-Akiba, une première mondiale. Ces bons permettront de financer des infrastructures et donneront droit au porteur à un taux d'intérêt de 10 % pendant trois ans. 1,5 MUSD (150 MKES) ont été émis et une émission de 47,2 MUSD (4,85 Md KES) est prévue en juin. Tout investisseur doit être kényan, détenteur d'un compte mobile Safaricom ou Airtel, et acquérir un minimum de 29,2 USD (3 000 KES) de bons. Le taux d'intérêt proposé est attractif pour les épargnants tout en permettant à l'Etat de s'endetter à des conditions plus favorables qu'auprès des intermédiaires financiers.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : les transactions liées à l'or désormais possibles au sein du Nairobi Stock Exchange

La filiale kényane de *Barclays* a lancé le premier fonds côté en bourse indexé sur l'or lundi 27 mars. Doté d'un capital de 4,8 MUSD (500 MUSD), le *Barclays NewGold ETF* sera composé de 400 000 titres, chacun adossé à 0,01 once d'or. Il permettra pour la première fois en Afrique de l'Est d'effectuer des opérations indexées sur l'or sur le marché local, à des fins de diversification des risques tout en réduisant le risque de change liés aux opérations en devises. Outre l'impact positif sur l'attractivité du NSE, le lancement de ce produit financier conforte la position de Nairobi comme plateforme financière régionale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : inauguration des bureaux de représentation et showroom du groupe Mane à Abidjan**

Le groupe familial Mane, numéro un français dans la production de fragrances et d'arômes, a inauguré récemment son bureau de représentation à Abidjan en présence de sa directrice Afrique, Mme Samantha Mane. Cette ouverture vient renforcer la présence du groupe dans la sous-région après avoir installé des représentations au Nigéria et au Ghana. Le secteur de la cosmétique est en croissance régulière en Côte d'Ivoire depuis 2012, d'après les importations de produits cosmétiques et parfumés (+15 % par an en moyenne). Le groupe Mane a ainsi choisi la proximité avec les industriels de la région (SIVOP, Nouvelle Parfumeries Gandour, Nestlé etc.) et avec leurs différents partenaires et collaborateurs de la zone.

✉ tanguy.boneu@businessfrance.fr

▼ **Congo-Brazzaville : l'aéroport de Pointe-Noire souhaite une certification APEX**

Le Conseil International des Aéroports (ACI) a démarré, le 20 mars, une étude qui conduira à la certification APEX in Safety de l'aéroport Antonio Agostinho Neto de Pointe-Noire. Elle consistera entre autres à vérifier la sécurité des pistes, les Systèmes de Gestion de la Sécurité (SGS), la certification de l'aérodrome, le balisage, la signalisation et l'éclairage de cette infrastructure aéroportuaire. Les résultats de cette étude, financée par la société Aéroports du Congo AERCO, filiale à 86 % d'Egis Airport, permettront d'améliorer la sécurité opérationnelle de cet aéroport. L'ACI propose la certification APEX in Safety aux aéroports membres qui souhaitent améliorer leur niveau de sécurité.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : vers un assainissement de la fonction publique**

Dans le cadre du programme de réduction des dépenses publiques, le Premier ministre a sollicité un recensement physique des agents de l'État. Les résultats de la 1^{ère} phase de ce recensement, menée entre le 31 octobre 2016 et le 31 janvier 2017 par le ministère de la Fonction publique avec le concours du PNUD, font état de 66 422 postes d'agents publics, dont 59 % à Brazzaville et 13 % à Pointe-Noire et révèlent des cas manifestes de fraude, d'absentéisme ou de dysfonctionnement. Le Président Sassou Nguesso a exigé, lors du Conseil des ministres du 22 mars, que la Commission interministérielle, créée pour traiter les données de cette phase, s'assure du suivi des mesures d'assainissement du fichier de la fonction publique.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : Biogaran annonce l'acquisition de Swipha

Biogaran, filiale de médicaments génériques du groupe Servier, a acquis la société Swiss Pharma Nigeria (Swipha), l'un des plus anciens producteurs et distributeurs de produits pharmaceutiques du pays. Pascal Brière, son président, a expliqué que le secteur pharmaceutique africain offrait des opportunités de croissance importantes, et notamment le Nigéria avec son marché de 184 M d'habitants. Avec cette acquisition, Biogaran ambitionne de devenir le 2^{ème} ou 3^{ème} plus grand acteur du marché nigérian au cours des cinq prochaines années. En 2016, les préparations pharmaceutiques sont devenues le premier poste de ventes françaises au Nigéria, représentant 32,6 % des exportations, en progression de 10,1 %, à 377 M EUR.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Dangote Sugar investit 700 M USD dans un projet à Nasarawa

Du sucre et de la lumière. C'est en résumé ce qu'il faut attendre du projet chiffré à 217 Mds NGN dont Dangote vient d'annoncer le démarrage après une visite rendue au Gouverneur de l'Etat de Nasarawa, Tanko Al-Makura. Le projet initial incluait une raffinerie, approvisionnée par 40 000 ha fournis par l'Etat de Nasarawa, auxquels il faudra ajouter 60 000 ha selon le journal Leadership. Le projet serait réalisé pour 2019-20, et fournirait 480 000 tonnes de sucre à un pays qui en importe 1,5 Mt/an. En 2013, Dangote annonçait un projet sucrier global à 1,5 Md USD pour 1,5 Mt de sucre/an. Le Guardian révèle aussi un volet énergétique avec une production de 96 MW, dont 50 seraient reversés dans le réseau national.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Madagascar : Orange déploie sa 4G

L'opérateur de téléphonie mobile Orange vient officiellement de lancer sa 4G à Madagascar à l'échelle nationale. Cette décision vise à accompagner les start-up locales et le paiement numérique et à promouvoir les actions entreprises dans le cadre d'Orange Solidarité Madagascar qui comporte entre autres, des volets tels que l'éducation numérique. La technologie 4G d'Orange a déjà fait ses preuves à Madagascar notamment lors du dernier Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Tananarive en novembre 2016 et à l'occasion du Mondial de pétanque dont Madagascar a été le pays-hôte.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : lancement officiel des activités de l'Association ITS

La cérémonie de lancement officiel des activités de l'Association ivoirienne pour le développement des systèmes de transport intelligents (AITI ITS Côte d'Ivoire), a eu lieu le 24 février 2017. Etaient présents les ministères des Transports et des Infrastructures économiques, l'Agence nationale de gestion des routes (AGEROUTE), le District d'Abidjan, l'entreprise ivoirienne TITUCE (application de réservation de taxis), des membres du Club « Abidjan ville durable ». L'Association bénéficie de l'expertise et de l'appui technique du Bureau Business France d'Abidjan. En partenariat avec les associations ATEC ITS France et AITI ITS Côte d'Ivoire et les entreprises QUIPUX Afrique, la SOTRA, la CITRANS, le bureau Business France d'Abidjan organise du 11 au 12 avril 2017 les « Rencontres acheteurs de la Mobilité intelligente » à Abidjan.

✉ aboubacar.fofana@businessfrance.fr

▼ Burkina Faso : renforcement des relations économiques avec l'Allemagne

Le forum économique de Berlin sur l'Afrique s'est tenu le 21 mars 2017 avec, comme invité d'honneur, le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré. Organisé par l'Association économique germano-africaine, ce forum a accueilli une soixantaine d'opérateurs burkinabè. Il a servi de cadre au Président Roch Kaboré pour inciter les entreprises allemandes à venir investir au Burkina Faso. Le Président du Burkina Faso s'est également entretenu avec des personnalités politiques allemandes. Les énergies renouvelables, la sécurité, la transformation des produits agricoles comme le coton ont été les principales thématiques abordées au cours de ces entretiens.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : première réunion de la Plateforme Economique Africaine, les 20 et 21 mars

Voulue par l'Union Africaine afin de favoriser le dialogue entre dirigeants africains et encourager la mise en œuvre de politiques continentales concertées, la première session de l'*African Economic Platform* s'est tenue à Maurice, les 20 et 21 mars 2017. Présentée comme un « mini » forum de Davos africain, cette manifestation a réuni plusieurs hauts dignitaires politiques des Comores, de Madagascar, du Zimbabwe, d'Ouganda de Namibie, du Rwanda, du Swaziland et de la Tanzanie. La rencontre a rassemblé près de 200 participants, dont quelques chefs d'entreprise d'envergure continentale mais aussi des institutionnels et des universitaires.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un Forum économique Cameroun-Italie le 22 mars dernier à Rome

En marge de sa visite d'Etat en Italie, débutée le 20 mars 2017, le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya a présidé ce 22 mars dans la capitale italienne, un forum économique qui a regroupé des opérateurs économiques camerounais et italiens, avec pour objectif de nouer des partenariats d'affaires. Les filières ciblées seraient celles du bois, des peaux et cuirs, du marbre et de l'agro-industrie.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

